

## TROIS QUESTIONS À...



**FRANCK LEMOINE**, directeur commercial de Pouey International à Bordeaux.

### 1 Peut-on parler de sortie de crise ?

Il n'y a pas de sortie de crise, c'est évident, malgré l'embellie enregistrée à compter de l'été 2010. En effet, depuis mars dernier, les entreprises replongent. Des indicateurs tels que les défaillances, supérieures à 2008 et 2009, ou le rallongement des délais de paiement fournisseurs, qui flirtent avec les 15 jours, nous le montrent clairement.

Et, pire à mon sens, la crise de 2007-2008 était conjoncturelle, celle que nous traversons aujourd'hui est structurelle. Les signaux pour l'avenir sont beaucoup plus inquiétants : recrutements et investissements sont reportés ou gelés. Et cette position d'attente arrive très en amont des élections présidentielles et législatives de 2012.

### 2 Les entreprises font toujours le dos rond, en attendant mieux ?

Oui, elles sont plus sur la retenue, ce qui me semble plus grave ! Tous les

clignotants économiques nous indiquent une potentielle crise du crédit, mais les entreprises ne recherchent plus nécessairement de palliatifs, comme en 2008-2009. La faible visibilité nourrit cette dynamique, la posture à nouveau plus frileuse des assureurs-crédit aussi. Et les trésoreries se tendent à nouveau.

Les entreprises devraient donc chercher à recouvrir rapidement leurs retards de paiements qu'elles rechignent à qualifier « impayés ». . . ce qui est le cas. Celles-ci peuvent être rapidement foudroyées : les impayés sont à l'origine d'un quart des licenciements collectifs secs. Et les liquidations sont brutales cette année. Même le bâtiment est touché, avec des défaillances à +7% en 2011, contre +3% en 2010.

### 3 Quels scénarios envisager après les élections ?

Difficile à dire, compte tenu du manque de visibilité qui nous paralyse depuis trois ans. Ceci dit, nous saurons fin 2012 si nous sommes toujours en période de crise ou pas : si cette croissance tant espérée se confirme, avec un retour à l'activité, le signal sera positif. Mais le français est déclinologue. . . et les entreprises doivent plus compter sur leurs nombreux atouts que sur d'hypothétiques cadeaux pré-électoraux. Prenez le CAP, l'assurance-crédit complémentaire que l'État a instaurée en 2008 avec le soutien dérogatoire de Bruxelles. Une gabegie certes nécessaire économiquement parlant, avec beaucoup de sinistralité, qui, de toute façon ne pourrait plus être financée aujourd'hui.